

**PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU MARDI 16 FEVRIER 2016  
A 10 H 00**

L'an deux mil seize, le mardi seize février à dix heures,

Les membres du Conseil d'Administration de Mistral Habitat OPHLM de Vaucluse, se sont réunis au siège de l'Office - 38, boulevard Saint-Michel à AVIGNON, sur convocation de Monsieur Jean-Baptiste BLANC, Président, en date du 5 février 2016.

<b><u>Étaient présents :</u></b>	M. BLANC Jean-Baptiste,	)	<b>Président</b>
	Mme TESTUD-ROBERT Corinne (départ à 10 h 50)	)	<b>Vice-présidente</b>
	Mme AMOROS Elisabeth (départ 13 h15- retour 15h)	)	
	Mme BELAÏDI Darida (arrivée à 11 h 00)	)	
	M. CASTELLI André (départ à 15 h45)	)	
	M. COURTECUISSÉ Patrick,	)	
	M. GERMAIN Véronique (départ à 14 h 30)	)	
	M. MONTOYA Bernard,	)	<b>Administrateurs</b>
	M. TERRISSE Michel,	)	
	Mme MOURAD Lina,	)	
	M. FERRACCI Etienne (départ à 14 h 00)	)	
	Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse,	)	
	(arrivée à 11 h 00)	)	
	Mme VERA Fabienne,	)	
	Mme DE BAERE Magali,	)	
	Mme BERTRAND Marie-Catherine,	)	
	Mme PEYRON Michèle,	)	
	M. PEREZ Marcel,	)	
	M. BARADI Amar.	)	

**Absents excusés :** Mme AMOROS Elisabeth ayant donné pouvoir à M. COURTECUISSÉ de 13 h 15 à 15 h,  
M. CASTELLI André ayant donné pouvoir à Mme BELAÏDI à partir de 15 h 45,  
Mme TESTUD-ROBERT Corinne ayant donné pouvoir à M. BLANC à partir de 10 h 50,  
M. LOVISOLO Jean-François ayant donné pouvoir à M. FERRACCI,  
M. DE LEPINAU Hervé n'ayant donné aucun pouvoir,  
Mme GERMAIN Véronique ayant donné pouvoir à Mme DEBAERE à partir de 14 h 30,  
Mme PRUVOT Pascale ayant donné pouvoir à M. MONTOYA,  
Mme NAVARRO Maïté n'ayant donné aucun pouvoir,  
M. BEISSON Ralph ayant donné pouvoir à M. PEREZ.

**Assistaient à titre consultatif :**

M. MONTINI Benoît, *Directeur Général*,  
M. RENOARD Renaud, *Secrétaire du Comité d'Entreprise*.

**Absent :** M. ABOUD Charbel, *Sous-préfet chargé de mission.*

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Séance du mardi 16 février 2016**

### **ORDRE DU JOUR**

#### **A/ APPEL DES PARTICIPANTS – LECTURE DES POUVOIRS**

#### **B/ VERIFICATION DU QUORUM**

Après lecture des pouvoirs de représentation, le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance à 10 h 30.

#### **C/ ADOPTION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MERCREDI 16 DECEMBRE 2015**

Le procès verbal est adopté à l'unanimité sous réserve de rectification de la feuille de présence à la demande de Monsieur Renaud RENOUARD, présent à la séance du 16 décembre 2015.

#### **D/DELIBERATIONS**

##### **1) VALIDATION DE LA REACTUALISATION DU PLAN STRATEGIQUE DE PATRIMOINE DIRECTION GENERALE**

Monsieur Benoît MONTINI présente les orientations au regard des projections établies par le Cabinet PWC.

Madame Marie-Catherine BERTRAND souligne la nécessité de mettre en cohérence les orientations du Plan Stratégique de Patrimoine avec les engagements et les objectifs présentés dans la Convention d'Utilité Sociale.

Monsieur Benoît MONTINI indique que la Convention d'Utilité Sociale est établie sur la base du Plan Stratégique de Patrimoine. Cette délibération est, donc, au cœur du processus et permettra de contractualiser, dès 2017, la nouvelle CUS avec les services de l'Etat.

*Arrivée de Madame Lina MOURAD à 10 h 25.*

Après analyse financière, les opérations inscrites dans le scénario retenu sont : les résidences du Docteur Ayme à Cavaillon, le Pou du Plan, les Amandiers, les Eléphants à Carpentras, le Taciturne et l'Aygues à Orange, Victor Basch à Bollène, Establet à Sorgues et Pierre et Marie Curie à Avignon, les foyers "les Maisons du Soleil" à Pertuis, "Joseph Gontier" à Montoux, "Alphonse Daudet" à Bollène et "la Sérénité" à Vaison-la-Romaine.

*Arrivée de Monsieur Michel TERRISSE à 11 h 00.*

Pour répondre à la demande de Monsieur André CASTELLI, Monsieur Benoît MONTINI indique que le bailleur ne dispose pas des données liées au taux d'occupation des foyers. Ces données sont uniquement gérées par le gestionnaire.

Il convient de préciser que la législation prévoit d'assouplir l'encadrement réglementaire des foyers logements et résidences sociales en proposant la perspective d'une gestion mixte et l'élargissement de l'offre.

Monsieur Benoît MONTINI souligne qu'un Plan Stratégique de Patrimoine propose au Conseil d'Administration un schéma de planification d'opérations sur la base d'études techniques et financières. Cette perspective a pour objectif d'apporter une analyse expérimentée et ne prévaut pas sur les arbitrages définitifs du Conseil d'Administration en matière de stratégie patrimoniale.

Sur l'ensemble des programmes de réhabilitation inclus dans le PSP, il souligne que trois d'entre eux sont en phase d'études de préfiguration dans le cadre de l'ANRU.

Dans la classification "remplacement de composants", des opérations répertoriées dans la catégorie travaux de maintenance ou d'amélioration sont également inscrites dans le cadre d'un plan pluriannuel.

Monsieur Benoît MONTINI rappelle, pour mémoire, les critères d'évaluation et bases de référence qui ont permis d'établir les hypothèses et les orientations présentées dans le PSP : le taux de la vacance, le taux d'évolution des loyers, le coût d'entretien par logement, le taux d'inflation et les fluctuations du taux du Livret A.

En conclusion et pour permettre la réalisation de ces objectifs, Monsieur Benoît MONTINI souligne la nécessité de sensibiliser les partenaires institutionnels sur les participations financières accordées à Mistral Habitat, seul opérateur du Département à maintenir une politique de déploiement sur tous les territoires.

Avec le soutien de la majorité des membres élus du Département siégeant au sein du Conseil d'Administration de Mistral Habitat, Monsieur le Président intercède, avec persévérance, auprès de Monsieur le Président du Conseil Départemental pour obtenir le soutien financier de la collectivité de rattachement, à hauteur d'un million d'euros par an, nécessaire à la concrétisation des objectifs proposés.

Au-delà des impacts imprévisibles des évolutions réglementaires sur le devenir de Mistral Habitat, Monsieur le Président souligne que l'enjeu présent est concentré sur la réalisation de deux objectifs cruciaux : la validation du Plan Stratégique de Patrimoine et les mesures de réorganisation nécessaires au redressement financier de Mistral Habitat.

*Départ de Madame Corinne TESTUD-ROBERT à 10 h 50.*

En qualité de représentant des locataires, Madame Fabienne VERA fait état d'un profond malaise exprimé par les locataires. Ils évoquent une dégradation de leur qualité de vie liée au manque d'entretien du patrimoine. Elle poursuit en soulignant que les programmes de réhabilitations sont primordiaux et permettront de répondre à leurs attentes et d'apaiser les tensions.

Monsieur Amar BARADI préconise la nécessité d'accentuer les plans de formation pour les agents de terrain.

Madame Fabienne VERA insiste sur la nécessité de développer des automatismes de communication à destination des locataires qui signalent, de manière récurrente, une carence dans ce domaine.

*Arrivée de Madame Darida BELAÏDI à 11 h 00.*

Monsieur Benoît MONTINI rappelle que ce débat concerne plus généralement la mise en œuvre des objectifs définis dans le Plan Stratégique de Patrimoine qui pourra être débattue, à l'appui des conclusions de l'audit organisationnel, lors de l'examen de la définition du plan d'entreprise en cohérence avec les orientations patrimoniales.

Madame Darida BELAÏDI évoque la problématique des charges d'enlèvement des encombrants imputées aux locataires et cite en exemple le cas de la résidence Les Agates à Montfavet.

Monsieur Benoît MONTINI souligne que cette question doit être spécifiquement débattue avec les communes et les communautés de communes. Une réflexion est engagée avec l'ensemble des partenaires institutionnels pour définir les modalités de gestion des encombrants.

### **Délibération adoptée à la majorité**

**- 1 abstention : Monsieur Jean-François LOVISOLO**

*Arrivée de Monsieur André CASTELLI à 11 h 00*

## **2) DEFINITION D'UN PLAN D'ENTREPRISE**

### **DIRECTION GENERALE**

Monsieur Benoît MONTINI propose l'ouverture d'une réflexion commune pour définir les orientations de politique générale de Mistral Habitat.

Madame Fabienne VERA évoque la nécessité d'améliorer la méthode de suivi des réclamations et de mettre à disposition des locataires un panel d'informations complet sur le site Internet.

Concernant le suivi des réclamations, Madame Marie-Catherine BERTRAND souligne que la mise en place d'une plateforme dédiée à l'enregistrement des réclamations est un outil performant.

Monsieur André CASTELLI rappelle que la mission d'un Conseil d'Administration s'inscrit, uniquement, dans la définition des orientations. Les modalités de mise en œuvre d'une réorganisation, nécessaire à l'application des objectifs définis, relèvent de l'établissement. Les problématiques sont identifiées et doivent être, désormais, solutionnées avec les partenaires sociaux et les représentants des associations de locataires.

Madame Magali DE BAERE souligne également que la vocation du Conseil d'Administration réside dans la définition d'une commande, suite aux conclusions de l'audit organisationnel, que la Direction Générale de Mistral Habitat sera chargée de mettre en application à l'aide de l'organisation et les outils indispensables à la réalisation des objectifs définis dans le Plan Stratégique de Patrimoine.

Monsieur le Président ajoute que cet enjeu doit s'appuyer sur les trois documents stratégiques (le Plan Stratégique de Patrimoine, le plan d'entreprise et l'audit organisationnel) et informe qu'un Directeur Général Adjoint soit recruté pour établir une proposition de réorganisation et restaurer les relations avec les services du Département.

Un planning peut, d'ores et déjà, être défini en trois étapes :

- 1/ Propositions d'orientation de la réorganisation présentées en séance du Conseil d'Administration en mars 2016 ;
- 2/ Présentation des orientations lors d'une concertation avec les partenaires sociaux ;
- 3/ Validation des choix et des arbitrages issus de la concertation en séance du Conseil d'Administration en mai 2016.

Ces échéances à court terme permettront d'engager, dès le mois de juin 2016, les appels à candidatures permettant de pourvoir les postes définis dans la nouvelle organisation.

Monsieur Bernard MONTROYA s'interroge sur la cohérence et la nécessité de ce recrutement au regard des observations formulées dans le rapport de l'audit organisationnel. Il souhaite connaître les modalités de recrutement du Directeur Général Adjoint.

Monsieur le Président rappelle les trois options proposées par le Cabinet PWC et précise le choix d'opter pour un regard extérieur sur une mission à court terme dans la perspective de réussir la réorganisation impérieuse pour le devenir de Mistral Habitat et renouer des relations saines et constructives avec le Département.

Dans une volonté de transparence, Monsieur le Président en informe les membres du Conseil d'Administration mais souligne que ce recrutement ponctuel et unique reste de la compétence de l'établissement. Il souligne la nécessité de pouvoir s'appuyer, rapidement, sur une personne de confiance qui puisse analyser la situation et proposer des solutions.

Monsieur Benoît MONTINI précise être favorable à ce recrutement dont l'analyse neutre pourra répondre à la démarche de réorganisation de l'établissement.

Monsieur le Président précise que les missions du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint sont dissociées ; le devenir de Monsieur Benoît MONTINI, au terme de son contrat prévu le 31 août 2016, sera évoqué ultérieurement en Conseil d'Administration le moment venu. Il souligne que l'intérêt supérieur doit être concentré, pour l'instant, sur l'office, les locataires et les agents.

En prévision d'un vote de la définition du plan d'entreprise, Madame Marie-Catherine BERTRAND souhaite formaliser les termes de la délibération générale.

Monsieur Amar BARADI fait lecture d'une motion de la Confédération Générale du Logement.

A l'issue des débats, Monsieur le Président propose de modifier le cadre de la délibération comme suit en adaptant son intitulé *"Définition du Plan d'Entreprise"* : *"Une discussion s'engage en séance entre l'ensemble des administrateurs, après débats et choix, pour mettre en application le Plan Stratégique de Patrimoine, la feuille de route générale et les orientations retenues"* et décide *"de demander à la direction générale d'élaborer un plan d'entreprise ambitieux et un projet de réorganisation lui correspondant"*.

En conclusion, Monsieur le Président rappelle que la planification des échéances prévoit la proposition des orientations en séance du Conseil d'Administration, soumises ensuite à la concertation des partenaires sociaux et les associations de locataires et, enfin, validées par l'assemblée délibérante au mois de mai 2016.

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

### **3) PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 2016**

#### *DIRECTION DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITE*

Monsieur Michel TERRISSE présente le projet de budget.

Il souligne que des révisions de procédures devront être nécessaires, notamment sur les dépenses de fournitures de papiers peints et peintures aux locataires entrants et les frais de fonctionnement liés aux appels d'offres.

Concernant le budget du personnel, Monsieur Etienne FERRACCI s'interroge sur l'absence de prévision de budget liée au recrutement du Directeur Général Adjoint et le devenir d'une partie des emplois précaires, type CAE, CDD et Contrat d'Insertion.

Monsieur Benoît MONTINI précise que le budget personnel est évalué sur un prévisionnel qui permet de provisionner certains aléas liés aux fluctuations de personnels. Il souligne que Mistral Habitat bénéficie d'une aide financière, à hauteur de 50 %, dans le cadre des contrats aidés (CAE et Contrat d'Insertion). Il convient de préciser que le maintien de ces personnels sur des contrats à durée indéterminée engendrerait un impact financier conséquent par la provision de 100 % de la rémunération.

L'audit organisationnel faisant apparaître un effectif en surnombre, Monsieur le Président souligne qu'une réflexion s'est avérée incontournable sur la pérennité de la totalité des contrats précaires ainsi que le renouvellement des départs en retraite. Il précise que les situations seront examinées en fonction de critères basés sur l'efficacité et les besoins de l'établissement.

Pour répondre aux demandes de Madame Magali DE BAERE, Monsieur Benoît MONTINI précise que le non-renouvellement d'un employé en contrat précaire bénéficiera d'un suivi et d'un accompagnement personnalisé. L'évolution informatique nécessaire, pointée par le rapport de l'audit organisationnel, est engagée dans la limite de l'enveloppe budgétaire dédiée à ce poste.

Monsieur Michel TERRISSE souligne un point particulier qui concerne les frais et commissions bancaires imputés à Mistral Habitat par les services de la Poste en cas de paiement en liquide des loyers par le système du cash compte.

Monsieur Régis CARETTE précise que cette mesure a été mise en place afin de permettre la fermeture de la caisse au sein de l'office en proposant aux locataires la gratuité du service. L'incidence financière est considérable et nécessite une révision de la procédure.

Le débat s'oriente sur la capacité d'autofinancement de Mistral Habitat en constante diminution. Ce constat risque d'avoir un impact sur les objectifs à réaliser.

#### **Délibération adoptée à la majorité**

##### **- 1 abstention (Madame Fabienne VERA)**

*Départ de Madame Elisabeth AMOROS à 13 h 15.*

*La séance est levée à 13 h 15.*

*La séance est reprise à 14 h 30.*

*Départ de Madame Véronique GERMAIN à 14 h 30.*

### **4) POLITIQUE EN MATIERE DE VENTE D'UNE PARTIE DU PATRIMOINE – ANNEE 2016**

#### *DIRECTION DE L'HABITAT ET DES TERRITOIRES*

Monsieur Benoît MONTINI présente un état synthétique de l'évolution des ventes de logements individuels et souligne que les conséquences du contexte général, la paupérisation de la population notamment des locataires résidents et l'augmentation des prix du marché, ne favorisent pas les acquisitions.

Conformément à la réglementation, les logements mis en vente sont proposés, prioritairement, aux locataires en place qui conservent leurs baux s'ils ne souhaitent pas acquérir. Si le logement est vacant, la proposition est étendue à l'ensemble des locataires de l'établissement. Ce n'est qu'à l'issue de ces démarches révélées infructueuses que le patrimoine peut être proposé plus largement à des acquéreurs extérieurs.

Les ventes de logements sociaux inscrites dans une démarche visant à favoriser le parcours résidentiel des locataires, Monsieur Benoît MONTINI souligne que la réglementation prévoit une clause anti-spéculation qui n'autorise pas l'acquéreur à revendre son bien durant les cinq premières années.

Madame Marie-Catherine BERTRAND suggère d'engager une réflexion sur la modulation à la hausse du prix de vente lors des mises en vente libres pour permettre d'enregistrer des fonds propres nécessaires à la réalisation de programmes.

*Retour de Madame Elisabeth AMOROS à 15 h 00.*

Madame Darida BELAÏDI s'interroge sur la légitimité de vendre un patrimoine social et cite, en exemple, le contexte de la commune d'Avignon. Elle évoque la perspective de proposer des locations-accessions.

Monsieur Benoît MONTINI précise que la mise en œuvre de cette procédure reste très complexe et engendre des impacts financiers trop importants pour l'organisme.

Madame Marie-Catherine BERTRAND préconise une grande prudence sur la mise en vente de patrimoine au sein de la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue et souligne la présence avérée de marchands de sommeil qui dévoient la vocation primordiale du parcours social.

Madame Marie-Thérèse NEMROD-BONNAL suggère d'étudier la perspective de conserver ces logements à la location après leur réhabilitation.

Monsieur le Président demande donc la modification de ce point par l'engagement d'une étude de la possibilité de mise en vente ou de réhabilitation du patrimoine l'islois.

Pour répondre à la demande de Monsieur Bernard MONTTOYA, Monsieur Benoît MONTINI précise les critères de motivation des patrimoines inclus dans la politique de vente, à savoir, les logements individuels de plus de dix ans, situés dans une zone d'attractivité et dont la population est majoritairement en capacité d'acheter.

#### **Délibération adoptée à la majorité**

**- 2 abstentions (Madame Fabienne VERA et Madame Darida BELAÏDI)**

*Départ de Monsieur André CASTELLI à 15 h 45.*

### **5) ACTUALISATION DES PRIX DE VENTE**

#### **DIRECTION DE L'HABITAT ET DES TERRITOIRES**

Monsieur Benoît MONTINI précise que le solde du patrimoine à la vente correspond à des groupes dont la mise en vente a été formalisée en 2013. Ces logements occupés par les locataires en titre sont toutefois soumis à une actualisation régulière des prix des domaines. Il convient de souligner que ces locataires, malgré des propositions de minoration du prix de vente à hauteur de 35 % conformément à la loi ENL, ne souhaitent pas se porter acquéreurs du logement. En revanche, le maintien de ces patrimoines dans la politique de vente reste nécessaire pour permettre, en cas d'évolution de la situation de l'occupant, d'aboutir à une vente ou d'élargir l'offre à de futurs acquéreurs potentiels.

Pour répondre à la demande de Madame Marie-Catherine BERTRAND, Monsieur Benoît MONTINI souligne que la mise en vente d'un patrimoine est soumise, préalablement, à l'accord des services de l'Etat. Leur avis favorable annule, de fait, la classification de réservataires du patrimoine concerné.

A la demande de l'ensemble des administrateurs, Monsieur le Président demande d'apporter des modifications à la rédaction de la délibération, à savoir *"d'entériner les nouveaux prix de vente des logements restant à la vente et d'appliquer une variation de plus ou moins 35 % maximum à titre expérimental, conformément aux dernières estimations des Domaines, et rendre compte au cas par cas au Conseil d'Administration"*.

#### **Délibération adoptée à la majorité.**

**- 4 abstentions (Mesdames Darida BELAÏDI, Marie-Catherine BERTRAND, Fabienne VERA et Michèle PEYRON).**

## **6) LE PONTET « LES COQUELICOTS » - PROCEDURE ET BAISSSE DU PRIX DE VENTE**

*DIRECTION DE L'HABITAT ET DES TERRITOIRES*

Monsieur Benoît MONTINI souligne que les coûts d'entretien de ce patrimoine inadapté, isolé et vacant depuis plusieurs années ont induit la décision de mise en vente. Cette procédure étant restée infructueuse, Mistral Habitat a décidé de confier la vente à un agent immobilier.

A l'issue des négociations, la proposition d'une nouvelle révision à la baisse s'est avérée incontournable pour finaliser ce dossier.

Mesdames Darida BELAÏDI, Fabienne VERA, Marie-Thérèse NEMROD-BONNAL, Marie-Catherine BERTRAND et Michèle PEYRON souhaitent argumenter leur décision commune de s'abstenir en soulignant que ce patrimoine dispose de nombreuses caractéristiques d'attractivité pour une mise en location au regard des nombreuses demandes en attente sur ce secteur.

Monsieur le Président confirme que Mistral Habitat n'a pas vocation à se positionner en qualité d'agent immobilier mais qu'il convient, toutefois, de procéder à la vente de ce logement au vu du caractère bien spécifique de ce dossier et des contraintes qu'il engendre pour l'établissement.

**Délibération adoptée à la majorité.**

**- 5 abstentions (Mesdames Darida BELAÏDI, Marie-Catherine BERTRAND, Fabienne VERA, Michèle PEYRON et Marie-Thérèse NEMROD-BONNAL).**

## **7) VILLENEUVE-LES-AVIGNON « RESIDENCE MONT-ANDAON »**

### **PRINCIPE ET PRIX DE VENTE DES PLACES DE STATIONNEMENTS**

*DIRECTION DE L'HABITAT ET DES TERRITOIRES*

A la demande de Madame Fabienne VERA, Monsieur Benoît MONTINI confirme que les ventes des places de stationnement seront formalisées individuellement.

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

## **8) AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE POUR TROUBLE DE VOISINAGE COMMUNE DE VEDENE**

*DIRECTION DE L'HABITAT ET DES TERRITOIRES*

Madame Fabienne VERA intervient pour préciser être personnellement impliquée dans la situation signalée et, en conséquence, décide de ne pas prendre part au vote.

Elle relate l'historique des faits et souligne que, malgré des démarches de discussion et de médiation engagées par Mistral Habitat, la commune et les services de police, la locataire incriminée n'a démontré aucune volonté d'apaisement.

Les désagréments et les agressions envers ses voisins sont en constante recrudescence et légitiment la position de l'office à tenter une procédure en justice à l'encontre de cette locataire pour trouble de voisinage.

Afin d'illustrer la complexité de la situation, Monsieur le Président souhaite acter au procès-verbal les propos grossiers et injurieux que la locataire profère en toutes circonstances : citation "*je m'en bats les c...*".

Madame Marie-Thérèse NEMROD-BONNAL s'interroge sur le devenir de cette personne après son expulsion qui, au vu de sa situation de parent isolé, pourra déposer un dossier DALO et sera inévitablement réintégrée dans le circuit des demandeurs de logements prioritaires.

**Délibération adoptée à l'unanimité (sans le vote de Madame Fabienne VERA).**

## **9) PERTUIS « RESIDENCE ANDRE JAUBERT » CESSION D'UNE BANDE DE TERRAIN**

*DIRECTION DU DEVELOPPEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'URBANISME*

**Délibération adoptée à l'unanimité**

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour, Madame Fabienne VERA souhaite remercier la franchise et la volonté de transparence de cette nouvelle assemblée délibérante.

Monsieur la Président confirme que le Conseil d'Administration doit travailler, de manière collégiale, à la valorisation de Mistral Habitat.

Il poursuit en soulignant que Mistral Habitat propose, désormais, de réserver un droit de parole à tous les administrateurs sur les supports de communication de l'établissement et invite chacun à faire des suggestions.

*Fin de l'ordre du jour, la séance est levée à 16 h 45.*

**Le Directeur Général,**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Benoît MONTINI', written over a horizontal line.

**Benoît MONTINI**